

Mondialisation

Marie Cuillerai

DANS **LE TÉLÉMAQUE 2001/1 n° 19**, PAGES 15 À 21
ÉDITIONS **PRESSES UNIVERSITAIRES DE CAEN**

ISSN 1263-588X

ISBN 2841331415

DOI 10.3917/tele.019.0015

Date de mise en ligne : 01/05/2012

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-telemaque-2001-1-page-15?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses universitaires de Caen.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

NOTION

Mondialisation

Résumé : *La mondialisation traduit en français un terme américain : Globalization. La « globalisation », mot clé d'une culture d'entreprise non universalisable, est généralement conçue comme une intégration internationale (une unification du monde) liant par l'échange économique, sans laisser de reste, les sociétés et les États. Traduire par « mondialisation », note in fine l'auteur, aide à prendre conscience de l'existence d'un reste : la politique à l'échelle universelle. L'argent mondial, comme celui du commerce entre les Cités au temps d'Aristote, affecte aujourd'hui les institutions politiques qui ont associé dans le cadre de l'État-nation la démocratie et l'économie de marché.*

IL EXISTE UN PAYS qui abrite une vallée où il fait beau tous les après-midi, où l'hiver ne commence que pour voir reverdir l'herbe jaunie par l'été, où jadis s'élevait le bétail, prospéraient les vergers et les orangers, où les éleveurs et les cultivateurs vivaient en heureuse compagnie sur une terre immense et fertile. Autrefois cet endroit n'avait pas de nom, il s'appelle aujourd'hui Silicon Valley. De retour de ce lieu extraterrestre¹, situé aux confins de la baie de San Francisco si bien connue des amateurs de Maxime Leforestier, j'ai l'impression d'avoir vécu un peu notre présent mondialisé.

Tout d'abord conformément à l'avenir, la Silicon Valley est *high-tech*, riche et consommatrice. Là-bas croît le milliardaire du futur, connecté grâce à son *laptop* (portable) en permanence avec son *lab* (son entreprise s'appelle campus, les unités de production sont des laboratoires). Sa fortune repose sur sa seule ingéniosité, une très bonne connaissance en informatique, sa capacité à mobiliser autour de lui des volontés et des intelligences au service du progrès et un bon conseiller financier. Grandie dans une pépinière, puis fortifiée dans un incubateur, sa *start-up* maintenant cotée en bourse va lui servir à développer le nouveau projet qui désormais mobilise toute son énergie : sa fondation. À quarante ans, retraité, il réalise les objectifs qui ont guidé son existence, vie personnelle et vie professionnelle confondues ; les valeurs qui animaient son entreprise vont dorénavant guider sa nouvelle équipe. Partisan d'une nouvelle philanthropie qui sait adopter les principes du *venture capital*

1. La Silicon Valley tient son nom d'une sorte de sable qui a la propriété d'être conducteur et qui entre dans la fabrication des composantes électroniques des ordinateurs. La recherche sur les éléments conducteurs fut au départ menée au plus près des bases navales de l'armée américaine pendant la guerre du Pacifique, et dont Oakland et le port de San Francisco représentent encore aujourd'hui un des centres en activité.

(capital risque) aux traditionnelles organisations *non profit* du *tiers secteur*, sa nouvelle mission est de réduire le *digital gap* qui ralentit la réussite de la communauté... Peu importe d'ailleurs, où se situe cette vallée² puisqu'il en existe une image virtuelle : l'indice Nasdaq de Wall Street. Et ce morceau de terre de quelques centaines seulement de kilomètres carrés insuffle aujourd'hui le modèle du nouveau monde.

Mais sa nouveauté consiste dans une étrange perversion des mots : sa culture est une culture d'entreprise, les nouveaux projets y sont managériaux, les nouveaux rapports entre l'Université et le monde environnant consistent en la diffusion des moyens de maîtriser la technologie. Quand il est question d'un accès à la connaissance, il faut comprendre accès à la qualité et à la compétence. Sous le terme de philanthropie, on aurait tort de considérer qu'il s'agit d'amour, le don sans contre-don est proscrit des nouveaux rapports à l'inégalité ; il s'agit là encore d'un calcul rationnel et d'un *agreement*. Enfin l'*anthropos* dont il est question ne cherche nullement, comme son aîné Renaissance, à égaliser un modèle universalisable et parfait de l'humanité ; il appartient seulement à une communauté, ethnique, confessionnelle, ou définie par un hobby. Aujourd'hui, en France comme ailleurs, on s'initie aux coutumes des communautés de la Silicon Valley, on fréquente des *dot. commeurs* et des *chateurs* que l'on rêve d'oser imiter ; on spéculé dans son chez-soi sur les opportunités offertes par *broker on line*... Chacun s'ouvre volontiers, sinon à la nouvelle culture, à un vocabulaire tout neuf, espéranto à mi-chemin entre le vernaculaire et le langage techniciste qui accompagne le sésame à la mode. La mondialisation est au centre des débats publics ; les effets, bienfaits, de la nouvelle économie qui l'accompagne font l'objet des revues d'opinion.

La monnaie au centre des débats

La révolution de l'informatique est au cœur d'un processus que le terme américain de "globalisation", on l'a souvent remarqué³, rend plus explicite, et par là même plus réducteur que la traduction et l'usage faits en français du terme mon-

-
2. De récentes études sur cette vallée et son économie montrent que contrairement à l'idée reçue d'une net-économie virtuelle, il s'agit d'être présent physiquement sur le site si l'on veut avoir une chance de prospérer dans cet univers hautement concurrentiel. Rapportant une interview accordée par Dave Nagel (ex Apple, directeur d'AT & T), elle cite ce que je traduis par « Q : Pensez-vous que les entreprises ont besoin d'une présence réelle dans la Vallée pour réussir ? R : Pour toutes les entreprises tournées vers la prochaine génération du réseau et de la communication, être ici est une réelle nécessité [*a near necessity*]. Il est clair que la Vallée est devenue le *nexus* où la plupart des idées qui font bouger l'industrie ont vu le jour, et où elles ont été commercialement testées. Il est difficile d'imaginer un autre endroit où mijoteraient ensemble activité, intelligence et commerce [*imagine anywhere else with an active and intellectual and commercial stewpot*] ». Cf. P. Borsook, *Cyberselfish, a Critical Romp through the Terribly Libertarian Culture of High-tech*, New York, Public Affairs, 2000.
 3. Cf. *La Mondialisation, au-delà des mythes*, S. Cordellier, F. Doutaut (dir.), Paris, La Découverte, 1997 ; H.-P. Martin, H. Schumann, *Le Piège de la mondialisation*, Arles, Actes Sud, 1997 ; P.-N. Giraud, *L'Inégalité du monde*, Paris, Gallimard, 1996.

dialisation. La globalisation est d'abord une réalité économique. Comme le vieux mot de multinationale le laissait bien entendre, c'est l'exploitation de l'entreprise, à tous les échelons de son développement, dans la mesure où elle prend pied sur différents territoires du globe sans que ces différences fassent obstacles mais au contraire accélèrent son développement, qui en font une entreprise globale. Et c'est l'ampleur récente du pouvoir de ces entreprises « apatrides⁴ », sans territoire de rattachement, qui est à l'origine du phénomène actuel de globalisation de l'économie. Sans doute faut-il voir dans l'abandon du terme multinationale au profit de celui d'entreprise globale (la fameuse *World compagnie* brocardée par les Guignols de l'info de la chaîne Canal +) le signe du déclin de l'institution de l'État-nation au profit de modèles d'organisation sociale plus grands géographiquement et institutionnellement plus englobants. Mais on peut déjà s'interroger sur la manière dont la richesse créée par ces géants sera redistribuée, et au profit de qui. La réponse ne s'est pas fait attendre : les actionnaires. Gros ? Petits ? Et devrions-nous considérer la figure du citoyen du monde comme un porteur de capital en quête d'un rendement perpétuel⁵ ? L'actuelle globalisation-mondialisation s'exprime par l'intronisation sur le devant de la scène d'acteurs auparavant plus discrets telles ces institutions économiques internationales et/ou transnationales, FMI, Banque Mondiale, OMC et surtout ces nouveaux opérateurs privés, les fameux fonds de pension dont les intérêts réussissent à couvrir des activités dans l'ensemble de la planète.

La toute nouvelle euphorie a tendance à faire oublier le sentiment qui accueillit la prise de conscience d'une « financiarisation » de l'économie par la globalisation. Qu'on se souvienne de l'ambiance de la rue, il y a à peine plus de trois ans. L'ambiguïté régnait encore à l'évocation d'une instance transnationale pourtant déjà ancienne comme l'est l'Europe qui allait s'unifier de manière inédite par une monnaie commune. Printemps 1997, les premières eurogrèves, les premiers eurosyndicats défilent avec les salariés de Renault Vilvorde. La volonté de construire une Europe sociale s'exprime contradictoirement au moment où « la convergence économique » impose des sacrifices sociaux. Plus en amont, décembre 1995 : à l'occasion du calendrier du passage à la monnaie unique adopté au sommet de Madrid s'ouvrait une période de prise de conscience agitée et douloureuse de l'évolution de nos sociétés et des principes qui les gouvernent. Plus récemment, *L'Horreur économique*⁶ de Viviane Forrester sonnait le glas d'une acceptation béate de résultats pourtant déjà acquis (déréglementation et décloisonnement des marchés financiers, désintermédiation bancaire) d'un libéralisme sans scrupule. En pleine récession et face à la menace d'un regain de puissance de l'extrême droite, intellectuels et gouvernants, à

4. R. Reich, *L'Économie mondialisée*, Paris, Dunod, 1993.

5. D'après D. Méda les retraités petits actionnaires américains détiendraient 40 % de capitalisation boursière française et financeraient ainsi les plans sociaux... Cf. D. Méda, *Qu'est-ce que la richesse ?*, Paris, Aubier, 1999.

6. V. Forrester, *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1996.

gauche comme à droite s'entendaient pour diagnostiquer et porter secours à la fracture sociale et encadrer la dérégulation prônée depuis les années quatre-vingt. La globalisation-mondialisation aurait ainsi dû progressivement occuper un débat d'idées sur l'avenir de la citoyenneté et les nouvelles souverainetés. À cet égard les débats sur la monnaie unique ont été exemplaires. Peu de gens se sont inquiétés de savoir si la création d'un ensemble unifié par une monnaie modifierait la citoyenneté des européens et comment. Nul motif d'inquiétude puisque la neutralité monétaire (qualité centrale de la monnaie dans la théorie économique orthodoxe) ne peut rien modifier à la nature du calcul rationnel de l'individu égoïste et « maximisateur » de ses utilités sur lequel est fondée la pensée économique. On peut ainsi gager qu'une telle disparition des questions d'ordre politique au profit de préoccupations purement économiques est due à une vulgate « économiciste » selon laquelle les principes de la théorie économique que sont l'individualisme et la rationalité calculatrice peuvent rendre compte de l'ensemble des activités de sociétés où domine l'économie de marché.

La régulation économique des sociétés en question

De l'Europe à la globalisation-mondialisation, il est permis de voir une continuité dont se dégagent trois positions : les pessimistes pour qui l'intégration de nos économies révèle l'emprise des marchés financiers qui mettent en concurrence les États en déstabilisant les pouvoirs de décision des échelons nationaux et précipitent l'interdépendance mondiale ; ceux qui, confondant logique économique et loi de l'être, considèrent que le « monde mondialisé » est le meilleur des mondes possibles. Enfin, ceux qui estiment que dans l'évolution globale de l'économie internationale (la naissance de la monnaie unique européenne comme les accords marchands transnationaux tels l'Aléna pour l'Amérique ou l'Asean en Asie), l'intégration croissante des économies des différentes nations en régions polarisées peut servir à, ou illustre déjà à sa manière, un certain retour de la politique dans la sphère économique.

La naissance même de l'économie comme discipline autonome au XVIII^e siècle posait à sa façon cette question de la capacité des institutions politiques et économiques à conduire à un état globalement préférable aux maux que son absence engendrerait nécessairement. Il semble que la nouveauté de l'internationalisation actuelle du capitalisme force la réflexion sur la nature même de l'argent, et plus généralement de la finance au cœur du capitalisme. Il apparaît de manière plus aiguë que la mobilité de l'argent, sa fongibilité qui explique l'accroissement massif des flux de capitaux de par le monde et la déconnexion, exagérée ou non, de la finance et de l'économie réelle sont loin d'être maîtrisables par des processus rationnels de décision.

Il semble à ce titre que le débat actuel ne peut qu'entériner la dénonciation au sortir de la Deuxième Guerre mondiale des impasses dramatiques où avait conduit une Raison érigée en idéal politique. Refoulées par les Trente glorieuses, il ne resta bientôt de cette critique et de la virulence des fondateurs de l'École de Francfort

qu'une sorte de retraite vigilante devant le progrès inéluctable de la technologie. Adorno et Horkheimer avaient isolé dans la puissance de la Raison le potentiel auto-destructeur qui conduit à l'anéantissement spirituel et biologique de la civilisation du Logos. Ils considéraient que sa nature morbide relève d'une dialectique, et ils avaient repéré les moments où la raison peut (et s'était) métamorphosée en pure puissance de calcul. Le destin de cette rationalité instrumentale avait été diagnostiqué auparavant par Max Weber qui rattachait le désenchantement du monde à l'expansion du capitalisme. Tout au contraire de ses analyses, le lien entre la richesse et la civilisation, la liberté et le marché justifie aujourd'hui encore l'optimisme des sectateurs du libéralisme économique. Historiquement, il est vrai, la création d'organes de représentations des travailleurs et la création de droits encadrant le travail ont uni citoyenneté et travail dans l'accès à l'existence politique. Or, la globalisation-mondialisation actuelle rend caduc le pouvoir de régulation économique de l'État parce qu'elle est avant tout un processus de création de valeur purement financière. Ce pouvoir de la finance⁷ est issu de conditions techniques inédites qui ont rendu possible la mobilisation de flux électroniques pouvant déplacer ainsi une richesse virtuelle en un temps infime sans jamais devoir l'actualiser. Aussi vite se déplace l'argent virtuel, aussi vite changent les objets et la nature des investissements sélectionnés par les opérateurs financiers. L'espace mondial des réseaux d'investissement des multinationales, leur croissante intégration, le temps continu de cotations boursières à l'échelle planétaire qui démultiplie le pouvoir des marchés financiers sont autant de paramètres qui soumettent les États à une concurrence entre eux, en les sommant d'offrir le territoire le plus attractif aux investisseurs internationaux pour maintenir leur souveraineté intérieure. Au travers de l'État-nation, c'est aussi le modèle de l'État-providence et sa capacité formelle à assujettir les pratiques sociales par son pouvoir d'énoncer le Droit et de faire la Loi qui sont ainsi remis en question.

Déjà, Aristote...

Répondant à la mutation économique que connaît sa cité en raison de son élargissement, Aristote, dans *l'Éthique à Nicomaque* et dans *Le Politique* (livre I, chap. VIII à XI), décrit la constitution d'une couche de « nouveaux riches » dont l'unique activité consiste dans le commerce international. Ils dépensent leur temps à accumuler des objets impropres, plutôt que d'utiliser leur argent pour se libérer de la contrainte naturelle et vivre ainsi leur liberté de citoyen en participant aux affaires de la cité, à l'amitié, à la philosophie. Dans la section I, 8 Aristote envisage leurs techniques pour faire fructifier leurs propriétés et en vient à distinguer deux manières de prospérer. L'une, *l'oikonomia* (d'où dérive le nom d'économie), correspond à la gestion de l'acquis; l'autre, la chrématistique, cherche l'acquisition essentiellement

7. A. Orléan, *Le Pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999.

à partir de l'argent. En tant qu'art ou technique d'acquisition des biens, elle ne recouvre pas exactement le champ d'activité de l'*oikonomia* et correspond davantage à la finance actuelle. Aristote en distingue deux genres. Le premier ramène la chrématistique à l'économie familiale et domestique. Le second désigne les affaires d'argent qui concernent la Cité. L'économie domestique connaît un usage chrématistique qu'Aristote prend comme modèle du bon usage, ou de la bonne chrématistique. Achevée dans son genre, la bonne chrématistique est au service de la prospérité domestique et trouve ses moyens à l'intérieur des limites géographiques et physiques de l'*oikos*⁸. L'art d'acquérir des richesses devient une technique utile et féconde de prêt, de crédit etc., quand elle s'inscrit dans des frontières qui limitent son usage. Le commerce international engendre une chrématistique dont la Cité ne peut se passer, mais qui est déclarée nocive dès qu'elle est transposée à l'échelle domestique. Le bon usage de la chrématistique internationale ne dépend pas d'une limitation de l'extension spatiale du commerce, mais des limites propres de son usage qui lui sont fournies par la finalité même de la Cité. L'activité politique au service de la justice dans la Cité trouve sa fin en elle-même, c'est pourquoi elle est la seule limite qui peut contenir la violence du désir d'accaparement, l'*hybris* de la soif illimitée de possession.

L'opposition exposée par Aristote entre chrématistique et *oikonomia* pose de façon problématique la question de la mondialisation. L'argent apparaît comme l'un des facteurs décisifs de l'accroissement, en apparence purement quantitatif (vitesse accrue et agrandissement du champ spatial), du phénomène analysé par Aristote. Parce qu'il globalise le monde, l'argent apparaît comme une force de métamorphose. Marx et Engels le soulignèrent aussi dans le *Manifeste du Parti communiste* en montrant que les échanges avec le nouveau Monde, qui inaugurent la naissance du capitalisme, déracinent l'attachement au sol par la destruction du système féodal. Cette puissance de transformation démultipliée par les nouvelles technologies de communication est aujourd'hui décisive. La globalisation conçue comme une intégration internationale sans reste ne s'exprime plus seulement comme l'interdépendance des sociétés et des États entre eux par l'intermédiaire des actes privés que sont les échanges. La globalisation représente aussi une force transformatrice des institutions elles-mêmes⁹.

Ni le terme globalisation ni celui de mondialisation n'apparaissent dans l'écriture d'Aristote, mais il montre comment derrière une extension du domaine de l'activité économique les enjeux réels concernent le rapport complexe entre la sphère domestique et l'espace public. Aristote tenta de concilier la nécessaire circulation des biens avec un principe que l'on a qualifié d'autarcique, interdisant les débordements chrématistiques et l'accumulation monétaire. À l'âge classique, les termes de

8. Le terme désigne à l'origine la maison, le domaine, comme unité économique autonome.

9. Cf. M. Aglietta, « L'Égittimité de la monnaie », in *Rapport moral sur l'argent dans le monde*, Paris, PAU, 1995.

l'opposition demeuraient inchangés. Par exemple Rousseau dans ses écrits économiques critique la dissociation entre les lieux de production (la terre, le sol, le travail agricole) et les lieux de consommation, l'espace urbain où circulent l'argent et les biens. Toujours, la nature de l'argent est venue compliquer et finalement détruire les édifices avec lesquels on espérait délimiter sa puissance. Aujourd'hui, la nouveauté semble résider dans le passage du quantitatif au qualitatif, et c'est parce qu'elle apparaît à certains comme purement quantitative qu'elle leur semble n'être qu'une nouvelle phase d'internationalisation du capitalisme. Tenter de distinguer la globalisation qui se propage au travers des techniques et des modèles économiques dominants, de ce que le français permet d'appeler mondialisation, c'est prendre conscience que la transformation actuelle affecte l'ensemble des institutions qui ont associé jusqu'alors démocratie et économie de marché. En défaisant les frontières étatiques, l'argent force à poser la question des conditions de possibilité d'une législation à l'échelle universelle.

Marie CUILLERAI

Ciph